

L'Humanité rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE



samedi 24
dimanche 25
avril 1976
Spécial
étudiant
supplément
au No 477

0,50 F

BP 61
75861 Paris Cedex 18
La Source
Commission paritaire
No 47291

**Soutien aux travailleurs immigrés
des foyers Sonacotra
en grève des loyers**
MANIFESTATION
Samedi 24 avril
14 h à Barbès
à l'appel
du comité de coordination

Abrogation de la réforme Haby-Soisson-Saunier-Seité

NI CHOMEURS, NI CADRES DU CAPITAL

POUR SUIVRE ET INTENSIFIER LA LUTTE, DENONCER ET BALAYER LES TRAITRES

Voici désormais plus de deux mois que plusieurs centaines de milliers d'étudiants sont en grève et mènent la lutte pour l'abrogation de la réforme du second cycle.

Engagé sur un point partiel ce grand combat rallié chaque jour par des lycéens, des collégiens, des enseignants s'attaque en réalité directement à la fonction même de l'Université en système capitaliste ainsi qu'à l'ensemble du système d'enseignement bourgeois. C'est ce qu'exprime le juste mot d'ordre repris partout avec force de Perpignan à Lille et de Nantes à Nice : « NI CHOMEURS, NI CADRES DU CAPITAL ».

En effet depuis toujours l'université féodale puis bourgeoise a eu pour fonction de former des serviteurs des classes dirigeantes, une couche de gens séparés du peuple exploité par des diplômés et des privilèges, placés au-dessus des masses travailleuses par la hiérarchie bourgeoise des valeurs.

Mais les vingt dernières années ont vu des bouleversements intervenir dans cette situation : le renforcement de la subordination de l'Etat aux intérêts du capital monopoléur lié à l'arrivée d'un très grand nombre de jeunes dans l'enseignement supérieur a créé une situation nouvelle : seuls un petit nombre d'étudiants sont appelés à devenir des auxiliaires directs de l'exploitation capitaliste tandis que la grande masse est réduite au chômage et à la prolétarisation.

Depuis plus de 10 ans la bourgeoisie cherche à résoudre à son profit cette contradiction inextinguible. De la réforme Fouchet qui provoqua l'explosion de mai 68, à la réforme Soisson-Saunier-Seité, l'objectif est le même, adapter mieux encore l'université aux intérêts du capital monopoléur et du patronat, accentuer la sélection, et développer des universités concurrentielles pour former une « élite » sûre et dissuader la masse des jeunes des couches populaires, non encore éliminés par la sélection par l'argent, de faire des études.

Voilà pourquoi en remettant en cause et en exigeant l'abrogation pure et simple de la réforme Soisson-Saunier-Seité c'est à un pilier du système capitaliste que s'attaquent les étudiants, ce sont les principes même et les critères de la sélection capitaliste qu'ils ébranlent.

En se heurtant de front à l'Etat capitaliste et à son gouvernement les étudiants en lutte se rendent compte que leur lutte va dans le même sens, combat le même ennemi que les trois autres grands mouvements anticapitalistes, celui de la classe ouvrière, celui des travailleurs immigrés, celui des petits paysans. La nécessité de la solidarité mutuelle, de l'union dans la lutte apparaît donc avec toujours plus de force que tous ensemble et en même temps, ouvriers, français et immigrés, paysans et étudiants se lancent à l'assaut de l'Etat capitaliste et leur force en sera décuplée !

Cependant ce serait une erreur de croire qu'ici se limite la solidarité entre étudiants et travailleurs. En remettant en cause le système d'enseignement bourgeois et ses objectifs, des milliers et des milliers d'étudiants prennent conscience qu'il ne s'agit pas seulement de savoir qui l'on combat mais aussi qui l'on veut servir. Il s'agit d'une question de fond : l'enseignement doit-il servir la bourgeoisie ou bien la classe ouvrière, l'éducation doit-elle être un moyen de division et d'oppression des masses populaires, ou un instrument au service de l'émancipation sociale des ouvriers et des petits paysans ? Les intellectuels doivent-ils constituer une couche de privilégiés « supérieurs » aux masses travailleuses ou bien doivent-ils se mettre à leur service et apprendre auprès d'elles avant de leur apprendre ?

Selon qu'on répond d'une manière ou de l'autre à cette question on est pour le capitalisme ou pour le socialisme. Les dirigeants révisionnistes du PCF font miroiter

aux étudiants une université soi-disant « démocratique » au service de la « nation ».

Mais il s'agit d'un piège et d'une illusion. Il est impossible de servir à la fois les capitalistes et les ouvriers. Quant à l'université « démocratique » ce n'est pas en faisant passer le nombre de fils d'ouvriers dans l'enseignement supérieur de 10 % à 20 % que l'on élimine la sélection bourgeoise et que l'on change le rôle de l'enseignement. Voyez ce qui se passe en URSS.

Des individus du genre Brejnev sont d'origine ouvrière et ils ont pu faire des études mais ils sont devenus des nouveaux bourgeois qui oppriment les masses tandis qu'au lieu de servir les ouvriers, l'enseignement est assujéti à une classe de capitalistes bureaucratiques et sert à former des cadres à son service.

Voilà pourquoi le « Programme commun » ne répond aux justes aspirations des étudiants en lutte.

Voilà quelques raisons pour lesquelles le gouvernement capitaliste s'affole et pour lesquelles les partis de l'Union de la gauche cherchent à détourner le mouvement de ses objectifs. La répression du pouvoir et les manœuvres des révisionnistes du PCF constituent à cet égard une double tactique de la bourgeoisie.

Le gouvernement, tout d'abord, qui croyait avec mépris à « une poussée de fièvre printanière » a dû se rendre à l'évidence et son indifférence s'est transformée en affolement, car le spectre de mai 68 hante toujours les exploités.

Face au mouvement étudiant il a dû faire tomber un peu plus son masque « libéral ».

A Toulouse, à Clermont-Ferrand, à Paris, ses forces de répression se sont livrées à de sauvages agressions. A Toulouse le gouvernement a fait inculper 23 étudiants après qu'ils aient été scandaleusement « tabassés » dans des commissariats. A Paris, le 15 avril un jeune lycéen de 16 ans a eu la moitié du visage arraché par une grenade tirée délibérément sur une manifestation pacifique tandis qu'à la fin de cette manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes, les chefs de la police donnaient « une minute et demie » à 10 000 manifestants pour se disperser par une bouche de métro ! A la suite de quoi, ils devaient se livrer à de sauvages « ratonnades ». Mais le plus important c'est que partout où ils ont été attaqués, les étudiants ont osé riposter et répondre par la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire.

Cette répression du pouvoir montre que les étudiants ont choisi la juste voie pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. C'est par la lutte massive et déterminée que l'on force la bourgeoisie à s'incliner : des dizaines et des dizaines de « négociations » dans des salons feutrés ne permettent pas d'obtenir le centième d'une lutte résolue. Regardez pour « les maîtres auxiliaires » combien continuent à être une réserve de chômeurs au service du ministère de l'Éducation malgré des dizaines et des dizaines de négociations. Le gouvernement rêve de voir les étudiants accepter des « négociations » sans l'abrogation préalable et effective de la réforme du second cycle. Voilà pourquoi il fait appel au PCF. Voilà pourquoi Saunier-Seité se lamente de voir l'UNEF débordée par les « gauchistes » comme elle dit. Voilà pourquoi le PCF et ses représentants à la tête de l'UNEF et du SNESup s'obstinent à mettre en avant le mot d'ordre de « négociations » et à « oublier » celui de « abrogation immédiate de la réforme ».

Pour parvenir à leurs objectifs les dirigeants révisionnistes cherchent à tout prix à porter leurs représen-

(Suite au verso)

6 PROPOSITIONS

DES MARXISTES-LÉNINISTES

1/ Lutter jusqu'à l'abrogation effective de la réforme Haby-Soisson-Saunier-Seité. Refuser toute négociation sans abrogation préalable. Étendre la lutte à tout l'enseignement, l'approfondir en occupant les établissements.

2/ Critiquer le contenu bourgeois du système d'enseignement.

3/ Promouvoir la liaison étudiants-travailleurs, syndiqués et non-syndiqués en lutte, dans l'unité à la base et dans l'action.

4/ Condamner solennellement toute organisation syndicale ou politique prétendant parler ou

négocier au nom du mouvement étudiant. A cet égard l'UNEF qui a accepté de se rendre à la convocation de Saunier-Seité et n'a cessé de s'opposer au mouvement doit être interdite de séjour dans toutes les instances du mouvement.

5/ Refuser toute tentative d'un parti politique quel qu'il soit pour utiliser le mouvement étudiant comme tremplin pour un changement de gouvernement dans le cadre du système.

6/ Exiger la libération immédiate de tous les emprisonnés et la levée des inculpations.

La réforme, c'est aussi la mise au chômage des facultés et IUT de 3000 enseignants vacataires

Recrutés par les directeurs et profs titulaires des UER, sans aucun statut, payés à la tâche par les facs elles-mêmes (leurs patrons ne sont autres que les « Conseils syndicaux ») les vacataires ont assuré l'essentiel de l'enseignement (30 à 60 %).

Très vite, la bataille pour la mensualisation, les droits sociaux les ont opposés aux défenseurs du « haut niveau de l'enseignement », de la hiérarchie mandarinale, bourgeois, révisionnistes, réformistes. Au nom de la lutte contre le « corporatisme » les mandarins révisionnistes veulent choisir eux-mêmes des larbins à leur service.

La lutte pour le droit de s'inscrire au chômage en juin 75 pendant les « vacances » menée par les vacataires de Paris puis de province a commencé à les unir contre le carriérisme universitaire.

La lutte pour la titularisation est menée sur le thème : titularisation pour tous, français et étrangers (nombreux), sur le seul service d'enseignement rendu, dans les IUT comme dans les facs, à travail égal salaire égal.

La réforme du 2e cycle se manifeste pour les vacataires dans une circulaire du 20 février 76 qui planifie les licenciements sur 3 ans par une réduction progressive des horaires et qui impose une « activité principale » à l'extérieur de l'université.

Cette lutte contre le licenciement massif est menée hors de l'orbite des directions syndicales (SGEN-CFDT, attentiste, SNESup franchement hostile).

Une action concentrée sur 15 jours de quelques vacataires parisiens en direction de ceux de province a accéléré la mise sur pied de comités de base de vacataires et le 16 mars une AG réunissait à Paris 150 délégués qui fixaient :

- confirmation et renforcement d'un Comité de coordination national (COCONOVES) autonome vis-à-vis des syndicats regroupant syndiqués et non-syndiqués, jusqu'à obtention des revendications ;
- non aux licenciements, titularisation pour tous avec comme préalable le refus de la circulaire du 20 février ;
- il apparaît que l'élimination de 3 000 vacataires et leur remplacement par des « professionnels » ayant une activité à l'extérieur n'est autre que la mise en application de la réforme du 2e cycle qui veut faire des cadres d'entreprises les nouveaux en-

seignants. Non à la réforme Soisson !.

En face le Bureau national du SNESup, contrôlé par le PCF, qualifiait cette analyse « d'amalgame trop facile » et refusa le mot d'ordre de grève administrative totale (refus de communiquer les listes d'étudiants).

Cela n'empêche pas les vacataires de faire voter à la base la grève administrative par les sections syndicales SNESup et SGEN.

Partie prenante de la grève étudiante, la grève des enseignants leur permet de durcir et d'élargir la lutte aux auxiliaires administratifs des facs

et aux assistants non-titulaires.

Les enseignants vacataires montrent dans leur lutte leur volonté de s'opposer à l'université de classe et à toute solution de rechange visant à « préserver le potentiel universitaire national » (déclarations du PCF à la tête du SNESup).

Un courant antirévionniste et antitrotskyste

Depuis 1968 c'est un fait que quelques organisations politiques cherchent à imposer au mouvement lycéen et étudiant leur orientation. C'est un fait nouveau et d'une très grande portée qu'aujourd'hui le mécontentement et la colère des très larges masses d'étudiants à l'égard des manipulateurs s'exprime ouvertement. C'est ainsi qu'indignés par les cuisines politiciennes des coordinations d'Amiens et de Toulouse, des délégués étudiants de plusieurs dizaines d'universités se sont élevés contre l'opération montée par le PCF (UNEF) et les trotskystes. Voici à titre de document la position publique que viennent de prendre des étudiants en grève de Clignancourt, Jussieu, Charles V, Vincennes, Arts et Métiers, Nanterre.

La dernière coordination de Toulouse a de nouveau vu quatre organisations imposer leur volonté au mouvement par un vote bloqué, prémédité, qui se frotte royalement des mandats décidés en AG. La motion votée apparaît clairement comme un compromis sans principes ajoutant un zeste de citron de telle organisation à la pinède de sel de telle autre.

L'alternative est pourtant claire aujourd'hui au sein du mouvement : ou s'impose par le haut une direction complètement magouillée qui prend peu à peu le contrôle du mouvement en lui imposant sa ligne « responsable », qui est en fait une ligne de concessions face au pouvoir ; ou imposer à travers le débat le plus large en AG, en coordination et comité de grève, le mouvement que nous voulons, un mouvement qui intègre clairement sa lutte contre la réforme dans une lutte commune à la base avec les lycéens, les vacataires, les enseignants contre le système d'enseignement actuel.

Le mécontentement accumulé depuis plusieurs années dans les facs s'exprime nettement aujourd'hui et c'est ça qui fait la force de la grève actuelle. Elle donne en effet la possibilité à des dizaines de milliers d'étudiants d'exprimer par la lutte leur ras-le-bol de tous les jours, leur ras-le-bol des examens, du bachotage, des cours mandariniaux, de la sélection et du chômage. Non, nous ne voulons pas être des chômeurs, mais nous ne

sommes pas prêts non plus à faire des courbettes au pouvoir pendant le reste de notre vie. Non, nous ne serons pas les serviteurs dociles de ce régime pourri qui ne connaît qu'une loi : LA RÉPRESSION contre les paysans, les travailleurs, les étudiants en lutte.

C'est la manière dont nous vivons notre répression-sélection quotidienne, notre refus d'un avenir tout tracé qui nous attend, qui a amené le mouvement à se poser deux questions fondamentales :

- la remise en cause de l'enseignement et de la sélection dans le système capitaliste,
- la solidarité concrète avec les travailleurs en lutte.

Nous refusons d'enterrer le mouvement de coordinations-magouilles en manifs-souricières

Faire des examens, par exemple, une arme du mouvement et non plus un obstacle ça veut dire bien sûr imposer le passage collectif des UV, mais aussi dénoncer très précisément avec les profs en grève le contenu et les modalités de la sélection, ce qu'elle signifie socialement et ce à quoi elle nous prépare.

De même affirmer notre solidarité avec les travailleurs en lutte, c'est aujourd'hui très concrètement appeler à participer massivement aux initiatives des travailleurs immigrés de la Sonacotra attaqués frontalement par le pouvoir (meeting à la Mutu le 21 et ma-

nif le 24). C'est aussi se battre pour que chaque AG, chaque coordination reprenne en charge des actions précises comme l'occupation de locaux significatifs ou l'organisation d'une journée de solidarité avec les travailleurs de Caron-Ozanne, des Câbles de Lyon, etc. Ces actions peuvent être l'occasion d'un rapprochement des facs et des lycées d'un même quartier.

Enfin, dénoncer le silence total sur le sort du jeune lycéen de 16 ans atteint de plein fouet le 15 avril par une grenade et sur la mort d'une personne âgée prise dans la charge de police, c'est aussi poser le problème de l'autodéfense du mouvement face à la répression policière systématique et les agissements criminels des fascistes. A Toulouse, des fascistes ont violé une étudiante et l'ont lacérée de coups de rasoir de croix gammées. FLICS-FASCISTES, ASSASSINS ! Il faut faire de l'autodéfense du mouvement reprise en charge par tous un des thèmes centraux de la mobilisation.

Formons des services d'ordre étudiants dans chaque fac !

Contre l'école des flics et des patrons, abrogation immédiate de la réforme sans compromis ni négociations ! Étudiants, lycéens, enseignants, tous unis contre l'école capitaliste !

Solidarité active dans la lutte avec les travailleurs ! Des étudiants en grève de Clignancourt, Jussieu, Charles V, Vincennes, Arts et Métiers, Nanterre

LUTTE ENTRE 2 LIGNES DANS LE MOUVEMENT ETUDIANT



Alice Saunier-Seïté recevant les représentants de l'UNEF trotskyste.

la principale ligne de démarcation entre le courant de masse d'une part et la ligne des groupes révisionnistes et trotskystes d'autre part, porta sur la question de l'attitude vis-à-vis des directions syndicales.

Dès le début, la Ligue trotskyste, dont la ligne consiste à tout faire pour remettre en selle les directions syndicales révisionnistes traitées à la classe ouvrière et aux masses populaires fut violemment critiquée.

Dès lors comment s'étonner si la coordination se termina par un vote de la motion présentée par des représentants de la LIGUE TROTSKYSTE avec TOUTES LES VOIX REVISIONNISTES. Révisionnistes et trotskystes s'étaient entendus en coulisse. Les révisionnistes voteraient la motion de la LIGUE en échange de quoi ils auraient des sièges au «Collectif national» élu en fin de coordination : la plus puante des cuisines parlementaires ! Indignés par cette opération, les délégués inorganisés représentatifs du mouvement de masse étu-

diant sifflaient la magouille. Le délégué de Clermont-Ferrand, avec colère, jeta son mandat à la tribune et condamna la mascarade. Pendant ce temps les délégués trotskystes de «Révolution!» qui n'avaient pas voté la motion de la LIGUE, se joignaient incidemment qu'ils avaient eux aussi négocié leur participation au collectif : 7 sièges pour «Révolution!», 15 pour le PCF, la «LIGUE de Krivine» et l'AJS (trotskyste), un vrai petit gouvernement.

Malheureusement pour lui, un gouvernement qui n'est pas reconnu : comme l'ont dit les délégués de Toulouse, Clermont-Ferrand, Villeneuve, Bobigny, Rouen, Orléans, Rennes, Lille, Vincennes, ce collectif ne représente rien, ce sont les assemblées générales d'étudiants à la base qui sont les véritables organes de décision. Ce sont elles qui prépareront la journée de manifestation nationale du 23 et décideront toutes les mesures nécessaires à l'extension du mouvement et à son durcissement.

Les patrons de facultés membres du PCF veulent adapter l'enseignement aux besoins capitalistes

En préparant la réforme depuis plusieurs années, main dans la main avec le ministère, en demandant le «retrait» de l'arrêté et la négociation d'une «véritable réforme», les directions des syndicats enseignants de l'enseignement supérieur se sont rangés dans le camp des ennemis des étudiants et personnels en lutte.

Les dirigeants PCF du SNESup ne remettent pas en cause les Groupes d'étude technique où siègent les fonctionnaires du pouvoir et le patronat.

Ils souhaitent eux aussi un «enseignement adapté aux qualifications professionnelles».

Ils veulent «une solide formation de haut niveau scientifique et culturel assurant à chaque individu la possibilité de s'adapter aux besoins de la nation».

Les conseils SNESup/PCF ne se plaignent que d'être *bourgeois*. Ils ont déjà mis en place la liaison avec le patronat local (ex. à Villeneuve) ou avec les services publics. Ces valets crient contre l'ingratitude de leurs maîtres.

Alors qu'ils tiennent une partie du pouvoir dans l'université bourgeoise, ce qu'ils nomment «maintien du potentiel universitaire» c'est la garantie de leur propre contrôle sur la formation des cadres, de leurs cadres pour le Programme commun.

Le PCF, parti bourgeois, veut élargir sa base sociale : il veut les «diplômés» puisqu'il ne peut compter sur les travailleurs.

«On accuse les universités de ne former que des chômeurs. Les diplômés universitaires ne conduiraient à aucun débouché. C'est un mensonge grossier. Ce sont les jeunes sans diplôme universitaire qui constituent les gros bataillons de chômeurs et risquent de le rester le plus longtemps.»

Qu'en pensent les ouvriers jetés à la rue par le capital ?

Qu'en pensent les étudiants qui par dizaine, de milliers lancent le mot d'ordre «ni chômeurs, ni cadre, du capital» ?

A bas l'université bourgeoise ! Non à l'université Programme commun !

Faculté de Vincennes La fausse gauche en déroute !

Le mercredi 21 avril à Vincennes, le SNESup voulait organiser à la fac une journée «porte ouverte». En fait il n'y a eu qu'une conférence de presse avec une dizaine de journalistes convoqués par le SNESup (donc triés sur le volet). Ce qu'il voulait c'était une table ronde entre ces journalistes et les gens qu'ils avaient invités : 1 élu du PCF, 1 du PS, 1 du Bureau national du SNESup et le Conseil de la faculté (PC-PS), donc entre gens du même monde.

Les révisionnistes avaient mobilisé toutes leurs forces sur la fac (environ 50) et distribué un tract des cellules du PCF.

Les étudiants et le personnel, de leur côté, s'étaient préparés pour intervenir et exposer leurs problèmes aux journalistes.

Au départ le personnel et les étudiants ont laissé le SNESup et le doyen de la fac (Frioux) prendre la parole. Puis voyant qu'ils intervenaient contre nous (et que nous n'étions même pas invités), l'ensemble de l'assemblée (étaient présents plusieurs centaines d'étudiants et de membres du personnel) a imposé qu'un représentant du

Mao Tsé-Toung et les intellectuels Les jeunes révolutionnaires doivent se lier aux ouvriers et aux paysans

Si les intellectuels ne se lient pas à la masse des ouvriers et des paysans, ils n'aboutiront à rien. Pour déterminer si un intellectuel est révolutionnaire, non révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, il y a un critère décisif : c'est de savoir s'il veut se lier et s'il se lie effectivement aux masses ouvrières et paysannes.

Le Mouvement du 4 Mai (mai 1939)

Puisque les intellectuels ont à servir les masses ouvrières et paysannes, ils doivent tout d'abord les comprendre et bien connaître leur vie, leur travail et leur mentalité. Nous recommandons aux intellectuels d'aller parmi les masses, dans les usines, dans les campagnes.

Intervention à la conférence nationale du Parti communiste chinois sur le travail de propagande (12 mars 1957)

Et qui fait la révolution ? Quelle est sa force principale ? Les masses populaires de Chine. Les forces motrices de la révolution, ce sont le prolétariat, la paysannerie et tous les éléments d'autres classes disposés à lutter contre l'impérialisme et le féodalisme : ce sont là des forces révolutionnaires anti-impérialistes et antiféodales. Mais parmi elles, quelle est la force fondamentale, l'ossature de la révolution ? Ce sont les ouvriers et les paysans, les 90 % de la population du pays.

L'Orientation du mouvement de la jeunesse (4 mai 1939)

Nos jeunes intellectuels et nos étudiants doivent se mêler aux masses ouvrières et paysannes qui représentent les 90 % de la population, les mobiliser et les organiser. Si nous n'avons pas cette force principale constituée par les ouvriers et les paysans, si nous comptons uniquement sur le corps des jeunes intellectuels et étudiants, nous ne pourrions triompher de l'impérialisme et du féodalisme. C'est pour-

quoi toute la jeunesse intellectuelle et étudiante du pays doit s'unir aux larges masses ouvrières et paysannes et faire corps avec elles : voilà le seul moyen de constituer une force puissante. Une armée de plusieurs centaines de millions d'hommes ! Avec elle nous emporterons les solides positions de l'ennemi et détruirons ses derniers bastions.

Ibid.

Si les intellectuels se lient avec les ouvriers et les paysans et deviennent leurs amis, ils seront capables de s'assimiler le marxisme qu'ils ont appris dans les livres.

Intervention à la conférence nationale du Parti communiste chinois sur le travail de propagande (12 mars 1957)

A moins de se débarrasser de tout ce qui est malsain, les intellectuels ne sauraient éduquer les autres. Evidemment, ce que nous avons à faire, c'est d'apprendre tout en enseignant, de nous mettre sur les bancs tout en servant de maîtres. Pour être bon maître, il faut avant tout être bon élève. Il y a beaucoup de choses qu'on n'apprend pas dans les livres seuls, il faut les apprendre auprès des producteurs — des ouvriers, des paysans pauvres et des paysans moyens de la couche inférieure.

Ibid.

Nous espérons que nos intellectuels continueront d'avancer et que, progressivement, dans le cours de leur travail et de leur étude, ils acquerront une conception communiste du monde, s'assimileront le marxisme-léninisme et se fondront en un tout avec les ouvriers et les paysans. Nous espérons qu'ils ne s'arrêteront pas à mi-chemin et qu'à plus forte raison ils ne feront pas marche arrière, car cela les conduirait à une impasse.

De la juste solution des contradictions au sein du peuple (27 février 1957)

LES OUVRIERS DES CABLES DE LYON SALUENT LA LUTTE DES ETUDIANTS

A l'exemple de ce qui se passa en mai 68, d'ores et déjà la solidarité de combat est en train de se forger entre étudiants, ouvriers et paysans. C'est ainsi que les petits viticulteurs du Midi ont apporté leur soutien aux étudiants, c'est ainsi que les étudiants parisiens appellent à soutenir la manifestation des ouvriers immigrés en lutte contre la Sonacotra, c'est ainsi également que les étudiants de Nanterre ont soutenu les ouvriers des Câbles de Lyon. Voici à ce sujet un extrait de la lettre des ouvriers des Câbles de Lyon aux étudiants...

On nous accuse de diffamation pour avoir lancé ce slogan. Mais que le cri de «CGE Assassins» sorte de milliers de poitrines à l'encontre de la CGE et de ses valets, rien de plus juste, rien de plus normal.

Car aux Câbles de Lyon (CGE) comme dans d'autres usines et chantiers, il se produit un véritable assassinat collectif.

Quotidiennement des travailleurs sont mutilés : des doigts coupés, des pieds écrasés, des yeux abimés et même crevés, des oreilles qui n'entendent plus que le vacarme, des poumons flétris, des reins cassés, des côtes brisées, etc. et nous pourrions mettre les noms de nos camarades entre chaque virgule.

Des familles sont séparées, des nerfs exacerbés et beaucoup d'entre nous sont déracinés. Les capacités intellectuelles sont écrasées par un travail aliénant. Quotidiennement le mépris s'exerce à l'encontre des travailleurs.

Mais «là où il y a oppression il y a résistance»

... On veut faire de nous des bœufs, on ne réussit à faire de nous que des hommes de plus en plus résolus à faire disparaître tout ce passé et ce présent d'exploitation et de misère.

Les travailleurs comme nous portent en eux le progrès social. Les autres couches de la population ne s'y trompent pas comme le montrent les luttes actuelles.

C'est avec tous les travailleurs des usines, des chantiers, des bureaux, que les paysans pauvres cherchent à faire l'unité. C'est avec ces mêmes travailleurs que les étudiants veulent être solidaires comme le montre leur mot d'ordre «Etudiants ouvriers solidarité» et «Ni cadre, ni chômeur au service du patronat». Dans notre contexte ce dernier mot d'ordre prend toute son im-

portance et nous va droit au cœur.

Notre lutte contre ces condamnations et contre ce licenciement sera aussi exemplaire à un autre titre : un des camarades est français, les deux autres sont marocains.

Parce que la loi leur fait une situation différente, parce que nos exploitateurs

cherchent à mettre nos frères étrangers dans une position d'infériorité, nous montrerons tous que ce qui détermine notre unité et notre combat c'est avant tout notre place dans la production.

Nous avons un même patron, nous sommes de la même classe, nous ferons le même combat.

POUR SUIVRE ET INTENSIFIER LA LUTTE, DÉNONCER ET BALAYER LES TRAITRES

(Suite de l'éditorial)

tants de l'UNEF à la tête du mouvement étudiant. Chassés par les assemblées d'étudiants en lutte, ils proclament partout que l'UNEF seule représente les étudiants, ils pratiquent les bourrages de salle pour faire pression sur les délégués lors des coordinations des facs en grève, ils recourent à l'agression physique, ils négocient enfin et surtout leur présence aux instances nationales actuelles du mouvement avec les groupes trotskystes.

Pour les étudiants la participation tardive de l'UNEF à certains comités de grève et à la coordination nationale ne représente pas une victoire comme le clame la ligue de Krivine mais bien un nouvel obstacle à surmonter. C'est parce qu'ils ont été vidés par la porte que les révisionnistes cherchent à rentrer par la fenêtre. Opposés à la grève au début, c'est pour la saborder qu'ils prétendent la soutenir aujourd'hui. Mais leur échec est certain et les étudiants sauront à coup sûr balayer définitivement ces traîtres à leur lutte.

Une autre ressource des révisionnistes pour remettre en selle leurs «poulains» dans le mouvement étudiant c'est de prôner l'unité étudiants-ouvriers sous la forme de l'unité de la coordination nationale actuelle avec les directions syndicales notamment la CGT. Autrement dit si les traîtres au mouvement étudiant de l'UNEF sont balayés, que les traîtres à la classe ouvrière de la direction CGT suppléent à leur carence et entraînent les étudiants sur une voie de garage. C'est ainsi que la semaine dernière les dirigeants révisionnistes du SNESup ont réussi à obtenir du collectif national étudiant composé de trotskystes le retrait du mot d'ordre de «grève générale de l'Université» en échange de leur participation aux manifestations du 15 avril.

Pour toutes ces raisons l'avenir victorieux de la juste lutte des étudiants, enseignants, lycéens dépend :

— De leur détermination à chasser de toutes les instances de leur mouvement les représentants de l'UNEF révisionniste ainsi que leurs complices.

— De leur volonté de s'unir aux ouvriers français et immigrés, et aux petits paysans.

— De leur capacité à compter sur leurs propres forces pour s'organiser et affronter la violence réactionnaire du pouvoir capitaliste.

La conscience de la nécessité d'une telle ligne grandit et c'est pourquoi les étudiants apporteront eux aussi finalement leur contribution au renversement du capitalisme.

VIVE LA JUSTE LUTTE DES ETUDIANTS !

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «l'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Signature.....

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

NI MAJORITE, NI UNION DE LA GAUCHE 1er MAI REVOLUTIONNAIRE OUVRIER ET POPULAIRE 10 h 30 de la Bastille à la nation



Afin de donner aux masses ouvrières et étudiantes et aux organisations de lutte représentatives qu'elles se sont données, la possibilité de manifester ce 1er Mai sans faire l'objet de quelque récupération politique que ce soit, nous proposons à tous ceux ou celles qui le souhaitent de prendre place dans ce cortège avec leurs propres banderoles et mots d'ordre. Ce défilé pourra ainsi faire la preuve qu'il est possible et nécessaire de se démarquer sur le plan politique des initiatives révisionnistes, trotskystes ou réformistes qui chercheront à faire du 1er Mai une

journée de propagande pour leur propre accession au gouvernement dans le cadre du système capitaliste ; mais qu'il est aussi possible et nécessaire de s'en démarquer sur le plan idéologique et organisationnel en respectant les mots d'ordre et formes d'organisation que se donnent les masses elles-mêmes dans l'action.